

sement de grande envergure. Le correspondant à Prague de l'*Economist* londonien (9 février 1946) écrivait que la Tchécoslovaquie fut la scène d'une « révolution » en mai 1945, que « des conseils étaient établis dans chaque ville, village ou hameau » ; que « les comités, qui contrôlèrent pratiquement toutes les usines pendant la révolution, étaient principalement dus à l'initiative de combattants communistes clandestins ». Quand le pays fut « libéré », les conseils et les comités possédaient, en réalité, beaucoup plus de pouvoir véritable que n'en avait le gouvernement central, qui n'avait aucune force armée à sa disposition et qui était venu de l'Etranger sur les talons des troupes russes victorieuses.

Ici aussi l'autorité du Kremlin, usant à la fois du prestige des staliniens indigènes et de son propre pouvoir, instaura un régime de coalition de quatre partis, de la bourgeoisie tchèque pro-alliée, plus les staliniens et les socialistes-démocrates, conformément à l'accord que Staline avait conclu avec Bénès. Les staliniens, comme d'habitude, usèrent de leur prestige en tant que combattants communistes clandestins et que porte-parole de la Révolution russe pour dépouiller les comités ouvriers de leur pouvoir et transférer tout le pouvoir au régime de coalition. Bohumil Lausman, le ministre de l'Industrie, dit aux représentants des comités d'usines, immédiatement après son retour d'un voyage à Moscou, qu'ils dépassaient leur autorité et précisa qu'en Union soviétique il avait pu constater que le directeur d'usine jouit d'un pouvoir suprême ! Antonin Zapatocki, le dirigeant stalinien du mouvement syndical, commença immédiatement à faire des discours à la manière d'un « homme d'Etat » du parti travailliste anglais. A un meeting syndical à Prague, il fit observer aux ouvriers que, « bien que le moral ouvrier se fût nettement amélioré et que, dans certains secteurs, de grands résultats eussent été acquis, les résultats totaux étaient loin d'être satisfaisants. Un travail plus efficace et de plus grands efforts sont nécessaires pour la reconstruction rapide de notre Etat ».

Même en Pologne, malgré la débâcle du soulèvement de Varsovie, l'entrée de l'Armée rouge stimula un mouvement révolutionnaire, les ouvriers ayant occupé les usines et les paysans s'étant emparés des terres. Le développement en Pologne et en Yougoslavie, cependant, se fit d'une façon quelque peu particulière, et c'est pourquoi nous en traiterons séparément.

Même en Allemagne orientale, malgré la campagne de Goebbels incitant à la peur des forces russes, et malgré les tirades chauvines antiallemandes du

Kremlin lui-même, l'approche de l'Armée rouge stimula des actions révolutionnaires de la part des masses ouvrières. « Ici comme ailleurs, dit l'*Economist* de Londres, l'effondrement du nazisme fut suivi de démonstrations dans un esprit de révolution sociale. Les ouvriers s'emparèrent des usines et régèrent leurs comptes avec les nazis et les directions nazifiées. » L'*Economist* oppose « le mythe révolutionnaire qui précéda l'Armée rouge, la certitude de son arrivée encourageant les éléments radicaux parmi la classe ouvrière à des actes révolutionnaires » et « le mythe de conservatisme social qui précéda les armées anglaises et américaines à l'Ouest... », décourageant les éléments radicaux parmi la population allemande et encourageant les éléments conservateurs. »

Nous pouvons résumer comme suit la première étape en Europe orientale après la retraite des nazis et l'entrée des Armées rouges : partout, l'approche de l'Armée rouge stimula et inspira des soulèvements de masses. Les vieux appareils d'Etat s'effondrèrent. Beaucoup de grands industriels et de propriétaires fonciers s'enfuirent. Les ouvriers occupèrent les usines. Des groupes de milice armés cherchèrent à arrêter les anciens fonctionnaires et collaborateurs et à anéantir le fascisme par des méthodes directes. A un degré plus ou moins grand, des organisations ayant un caractère de dualité de pouvoirs apparurent, dans des conditions d'effondrement complet des institutions capitalistes. De cette façon, le chemin était libre pour l'extension du pouvoir des comités ouvriers, à l'établissement du pouvoir soviétique.

Le Kremlin pénétra par la brèche afin de renflouer les vieux appareils capitalistes et de les soutenir par ses baïonnettes. Utilisant une combinaison de l'influence des staliniens indigènes et de sa propre autorité militaire directe, le Kremlin dévoya et apaisa partout les soulèvements de masses, procéda au désarmement des milices irrégulières et des bandes armées, se mit en devoir de bureaucratiser et de soumettre les organisations indépendantes de dualité de pouvoirs et imposa aux masses des régimes de Front populaire, triés sur le volet et fermement à sa dévotion. Pendant la toute première étape après la « Libération », les autorités d'occupation du Kremlin jouèrent un rôle assez semblable à celui des « libérateurs » anglo-américains à l'Ouest. Mais, une fois que le Kremlin eut brisé l'échine des soulèvements populaires, restauré une parcelle d'équilibre et garanti l'autorité des gouvernements de coalition nouveaux-nés, la similitude avec l'Ouest prit brusquement fin.

jugés et de l'étroitesse d'esprit de la bureaucratie, il ne pouvait considérer ces pays que comme des vaches laitières qu'on traitait jusqu'à la dernière goutte.

Au début, les oligarchies du Kremlin lâchèrent leurs armées sur l'Europe orientale à l'instar des bandes de pillards des anciens temps. Elles dévastèrent, saccagèrent, pillèrent tout. C'était vraiment comme si une horde de barbares avait déferlé sur la terre. Ce pillage, cette dévastation totale ne se limitèrent point aux pays « ennemis » ; ils furent pratiqués de la même façon tout aussi bien dans les pays « ennemis » que dans les pays « alliés ». La conduite barbare des soldats de l'Armée rouge ne nous surprend qu'à peine. A quels autres résultats pouvait-on s'attendre ? Sous la férule de Staline, ces soldats ont été élevés dans la pénurie et le besoin constants, vivant dans des conditions de brutalité et de violence indescriptibles, et assujettis, spécialement pendant les années de guerre, à une propagande chauvine et à une incitation à la revanche la plus implacable.

Ensuite, des rapports mortifiants, d'après lesquels les autorités de l'Armée rouge démantelaient les installations industrielles et les envoyaient en U. R. S. S., commencèrent à arriver. Cela devint une pratique de plus en plus commune, aussi bien dans les pays « ennemis » que dans les pays « alliés ». Il n'y a pas de données sûres en ce qui concerne le nombre de ces installations qui ont été démantelées. Mais on estime que les chiffres atteignent jusqu'à 20 % de l'industrie tchèque, 30 % de l'industrie polonaise, un tiers de l'équipement industriel de l'Allemagne orientale.

C'est sans aucun doute cette politique de pillage et de violence qui provoqua la colère des peuples contre l'Armée rouge et qui fut cause de la défaite des staliniens aux élections de Hongrie et d'Autriche. Le motif de ces procédés réactionnaires et à courte vue est évident. La Russie était assoiffée d'articles de consommation ; le pays était horriblement ravagé et désespérément à court d'instruments industriels et de produits. La tentation de voler tout ce qu'il avait sous la main, pour soulager sa propre crise intérieure qui faisait rage, était trop grande pour que le Kremlin pût y résister. Ce n'est qu'après que la colère des masses eut atteint un très haut degré que les bureaucraties du Kremlin craignirent de tuer, par leur violence, la poule à qui ils comptaient faire pondre des œufs d'or pour eux, qu'ils mirent un frein à leur pillage à grande échelle, en retournant même ici ou là une installation démantelée, et qu'ils firent d'autres gestes de ce genre pour atténuer l'opposition des masses ouvrières.

Usant des quatre satellites de l'Axe vaincus comme de son bien propre, le Kremlin s'installa bientôt en maître suprême de l'Europe orientale, y réorganisa l'économie pour subvenir à ses besoins, la rattacha fermement à l'économie de l'U. R. S. S., comme un serf est attaché à la terre de son maître, et la tint fermée au capital occidental. La Russie signa les termes de l'armistice avec la Roumanie le 12 septembre 1944 ; avec la Finlande, le 19 septembre 1944 ; avec la Bulgarie, le 28 octobre 1944 ; et avec la Hongrie le 20 janvier 1945. Toutes les clauses des armistices suivaient la même ligne générale : ils prévoyaient une commission de contrôle alliée sous une direction soviétique, ce qui signifiait, en pratique, la

Un cours différent

Alors les dirigeants staliniens indigènes suivirent une voie très différente de celle des staliniens de l'Europe occidentale ; l'organisation par le Kremlin de sa « zone d'influence » trancha nettement avec la politique et les méthodes des impérialistes occidentaux. Les raisons sont évidentes : elles dérivent de la base sociale différente de l'U. R. S. S. et, par conséquent, des besoins et objectifs différents de l'U. R. S. S., sous la présente direction de l'oligarchie stalinienne.

La façon particulière dont le pouvoir nazi déclina, puis s'effondra, offrit au

Kremlin une occasion sans précédent pour introduire ses légions dans la moitié de l'Europe. Les satrapes staliniens ont dû avoir l'eau à la bouche en voyant les pays tomber l'un après l'autre, comme des fruits mûrs, dans leurs gueules affamées. Grâce à cette soupape de sûreté providentielle qui venait de s'ouvrir, le Kremlin vit une chance de surmonter plusieurs de ses difficultés internes et de résoudre un grand nombre de ses problèmes les plus urgents. Naturellement, sa vision étant strictement bornée à des considérations nationales, sans parler du cynisme, des pré-